



Congrès de L'ANECCR

A Nantes un congrès des élus communistes et républicains au coeur des mobilisations

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 899

21 octobre 2010

prix: 0,70 €

Retraites :



La pression s'intensifie contre le gouvernement

■ Réforme territoriale

Les élus communistes et républicains à l'offensive

P 2

■ Services publics

Quand l'austérité conduit à la cure d'amaigrissement

P 5

■ Sarkozy

Le président des riches

P 6

■ Notre Dame des Landes



Après le vote des collectivités concernant le financement du nouvel aéroport, Gilles BONTEMPS revient sur ce projet majeur pour notre région

P 7

■ Retraites

Elus et militants ont déposé les pétitions pour une autre réforme au sénateur André TRILLARD

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Abracadabrantésque

Voulant blanchir avant tout les banques de leur banqueroute dernière, la justice française n'hésite pas à s'engouffrer dans l'indéfendable en condamnant Jérôme Kerviel qui fut en son temps un très bon valet des dérives financières - à une amende correspondant à 177 536 années de salaires. A ce jeu l'homme de Cro-magnon achèverait peut-être cette année de payer ses dettes...

La bonne fée Christine

Même dans le malheur, on peut quelque fois avoir un peu de réconfort matériel. Comme la Société Générale qui s'est vu attribuée par Bercy un chèque de 1,69 milliards d'euros suite à la perte de 4,9 milliards provoquée par son trader aventuriste. Les trésors de l'immoralité ne sont pas que pure imagination n'est-ce pas ?

Mais la galère existe

Dans notre grand et libre pays démocratique la pauvreté est à notre seuil comme en témoigne cette enquête qui révèle que 100 000 étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, estimé à 650 euros mensuels. 45 000 d'entre eux seraient même en très grande pauvreté. Mais il ne faut pas qu'ils descendent dans la rue en ces temps de manifestation, ce serait indécent dit-on du côté du gouvernement.

DSK me voilà

Venant à la rescousse de Sarkozy dans un document publié fin juillet, le Président du FMI Dominique Strauss-Kahn saluait déjà « la grande et difficile réforme des retraites annoncée récemment » et notait « qu'elle met à juste titre l'accent sur le relèvement de l'âge du départ effectif à la retraite ». Une position du directeur du FMI qui au moins a le mérite de ne souffrir d'aucune ambiguïté...

La fin du bouclier fiscal..



En pleine tourmente sociale, notre Président tente la diversion. Il parle de la suppression du bouclier fiscal qui pourrait s'accompagner de la fin de l'impôt sur les grandes fortunes. D'une pierre deux coups, on supprime un avantage de quelques 680 millions d'euros aux riches en leur faisant cadeau de 3,2 milliards au titre de la suppression de l'ISF. A votre avis à qui cela profite ?

Point de vue

par **Pédro MAIA**

« Qui sème la misère récolte la colère » pouvait on lire sur de nombreuses pancartes portées par des manifestants dans les énormes cortèges qui ont sillonné les villes de France les 12 et 16 octobre. « Colère » de voir le monde du travail payer seul la crise dans laquelle les marchés financiers ont plongé la France et le monde. Des millions de personnes l'expriment depuis des mois devant l'injustice et l'inégalité de la réforme des retraites. Le mouvement grandit, de plus en plus de salarié(e)s prennent part à la mobilisation, les jeunes, lycéens et étudiants participent de plus en plus nombreux à la lutte pour le droit à l'emploi et à la retraite. Malgré cela, le gouvernement et Sarkozy s'entêtent à mener la réforme

« le front syndical et l'unité de la gauche contre la réforme [...] est un levier qui peut permettre l'amplification du mouvement jusqu'à la réunion d'un nouveau Grenelle ».

jusqu'à son terme, ils restent sourds aux exigences du mouvement social alors que 71% de la population soutient la mobilisation des salariés et de leur organisation syndicale. Ce coup de force de la droite, dont les arguments ne semblent plus convaincre, révèle un échec : l'incapacité actuelle du pouvoir sarkozyste à gagner la bataille des idées

sur des enjeux structurant notre modèle social, notre démocratie, les valeurs de la république. L'indignation nationale et internationale suscitée cet été par les expulsions de roms en est un exemple. Dans cette situation sociale dégradée, dans ce climat politique délétère, le front syndical et l'unité de la gauche contre une réforme élaborée sans aucune concertation est un levier qui peut permettre l'amplification du mouvement jusqu'à la réunion d'un nouveau Grenelle. **Un Grenelle pour le plein emploi, pour la hausse des salaires, pour l'égalité effective des droits entre les femmes et les hommes, pour une vraie répartition des richesses et le progrès social.** C'est ce que demandent les députés du PCF et du PG avec la proposition de loi qu'ils ont déposée, c'est ce pourquoi se battent les militant(e)s communistes, feuilles de pétitions à la main, pour soutenir cette proposition de loi qui garantirait la pérennité de la retraite à 60 ans, du système par répartition et la hausse des pensions. La rentrée caniculaire se prolonge, le rapport de force entre le gouvernement et les syndicats bouge, la détermination populaire à faire reculer la droite et le MEDEF s'accroît, une grande victoire sociale est possible !



L'autre réforme

Tandis que la mobilisation ne fléchit pas dans le combat contre la réforme des retraites sauce Sarkozy, l'autre réforme, la réforme territoriale, mobilise élus et citoyens. La droite pensait que l'affaire était dans le sac après le passage successif à l'Assemblée nationale et au Sénat de la nouvelle organisation territoriale voulue par le chef de l'Etat. Seulement, de nouveaux rebondissements sont à attendre.

Ainsi, les élus communistes et républicains ne relâchent pas l'effort pour mobiliser l'ensemble des associations d'élus de gauche pour faire achopper la réforme. Les élus communistes pour qui cette réforme « serait une véritable déconstruction des services publics territoriaux et, pour imposer

partout l'austérité, étoufferait la démocratie locale et éloignerait les habitants des décisions », ont demandé qu'une délégation, ouverte à tous, soit reçue par chaque groupe à l'Assemblée nationale, au moment où une commission mixte du parlement se réunira pour délibérer sur le texte voté par les deux assemblées.

L'objectif assigné de cette commission est de concilier les versions, très différentes, adoptées par l'Assemblée nationale d'un côté, le Sénat de l'autre. Le retour du débat devant l'hémicycle est probable et donne aux opposants un délai supplémentaire pour organiser la riposte et mener une campagne citoyenne pour éclairer les enjeux du texte. L'ANECR a d'ailleurs rédigé une adresse en ce sens « aux habitants des communes, responsables de la vie



associative et aux personnels territoriaux ».

L'idée d'un rassemblement à Paris sur cette réforme avait été évoquée en clôture des travaux de l'ANECR à Nantes après une proposition allant en ce sens formulée par Jean-Marc AYRAULT lors de son allocution de bienvenue.

Dès que le calendrier parlementaire de la soumission du texte aux deux chambres sera connu, l'association des élus communistes a décidé de

frapper plus fort. **L'ANECR appellera à « un rassemblement unitaire des élus, des agents territoriaux, du monde associatif, de tous les citoyens qui veulent défendre et développer les collectivités et les services publics indispensables aux habitants qu'elles représentent ».** A l'évidence, l'issue de la bataille sur les retraites va donner le ton de cette autre bataille contre cette réforme territoriale.

De vous à moi...

Si tous les chemins mènent à Rome, les raisons de s'y rendre peuvent être diverses.

Quelles abominables images avons-nous vues du Président de notre République à genoux, récitant une prière et se signant à maintes reprises devant micros et caméras savamment placés.

On se serait cru quelques siècles en arrière où, Roi faisant, la religion était d'état. Adieu République, laïcité, adieu valeurs qui font de la France ce grand pays universellement reconnu.

« Oui j'ai saigné au maximum les pauvres, oui, j'ai gavé avec opulence les plus riches, oui, j'ai violé les lois, entre autre, à propos des Roms, oui, j'ai menti à tout va depuis que je suis le locataire de l'Élysée »... C'est en ces termes que notre président aurait pu se confier au chef des lieux. Mais voilà, le but de cette visite ne consistait pas en une confession profonde mais plus en une simple opération médiatique consistant à essayer de reconquérir un électorat catholique en ces temps vola-

tiles.

Que reste-t-il de ce nouvel épisode élyséen si ce n'est la triste image d'un pèlerin en perdition prononçant ces « pater », accompagné de vassaux peu convainquant qui n'ont peur de rien pour essayer de « se refaire la cerise » en ces temps difficiles, très difficiles pour tout dire.

L'Élysée vaut-il une messe ?... Les voix du seigneur demeurent toujours impénétrables.

Y .C.

...en Loire Atlantique.

Commémoration de Chateaubriant

Destinations inconnues

Ils sont appuyés contre le ciel
Ils sont trentenaires appuyés contre le ciel
Avec toute la vie derrière eux
Ils sont plein d'étonnement pour leur épaule
Qui est un monument d'amour

René Guy Cadou
Les fusillés de Chateaubriant



Les cérémonies se dérouleront le vendredi 22 octobre à Nantes, le dimanche 24 au matin à Indre et à la Blissière et l'après midi à la Sablière de Chateaubriant. Comme le rappelle le comité, elles se dérouleront « dans un moment de grande mobilisation pour préserver un des acquis importants de la Libération ».

Les cérémonies de ce mois d'octobre ajoutent-ils; « seront des moments de résistance afin que le sacrifice des otages ne soit pas bafoué [...]. Le succès des rassemblements à Indre et Nantes et Chateaubriant montreront que la France populaire est fidèle aux valeurs de la France des libertés, des droits de l'homme et donc du respect de l'autre, du droit à la différence, à la laïcité... En un mot aux valeurs de la République ».

Autant de valeurs qui sont aujourd'hui piétinées par un gouvernement qui se livre à la stigmatisation de communautés d'étrangers.



A l'occasion des 69^{ème} journée de commémoration des fusillades d'octobre 1941, le comité du souvenir a tenu à rappeler toute l'actualité de ces commémorations et célébrer l'esprit de résistance qui doit nous animer aujourd'hui.

Ils rappellent combien les valeurs de la résistance demeurent un combat moderne et appellent « La population, toutes celles et ceux attachés aux valeurs de la Résistance, aux jeunes auxquels nous entendons les transmettre, à participer nombreux aux manifestations qui marqueront le 69^{ème} anniversaire de la première répression massive contre la Résistance ».

Publicité



France Fleurs
— Mme CHAPLAIS —

Membre agréé Interflora - CB/Tél - 7j/7
Artisan fleuriste. Livraison à domicile
Toutes compositions florales. Cadeaux...

11, place de la motte - 44110 CHATEAUBRIANT
Tél. : 02 40 81 23 43 / 02 40 28 08 77
Fax : 02 40 81 02 26

Un car pour Chateaubriant

Le car partira pour Chateaubriant le dimanche 24 à 11H30 au départ de la place du 8 mai à Rezé. Il passera par la quai Baco, la place Zola, la place des châtaigniers, Beau-séjour, le Pont du Cens, le Cardo.

Les places de car sont gratuites.

VillaVerde Jardinier La Rosée
Décoration • Fleuristerie
Animalerie • Pépinière

0, rue Alsace Lorraine 44110 CHATEAUBRIANT
Tél. 02 40 81 05 21 - Fax. 02 40 28 06 06

Les Amis du Musée de la Résistance de Chateaubriant présentent

REPRESSION - RESISTANCES - REPRESSION
1940/1945

MUSEE DE LA RESISTANCE DE CHATEAUBRIANT
Exposition temporaire (Entrée gratuite)

Du 18 SEPTEMBRE 2010 au 31 AOUT 2011

Répression - Résistances - Répression
1940 - 1945

Nouvelle exposition temporaire 2010 organisée par l'association des Amis du Musée de la Résistance de Chateaubriant

Pour tous renseignements :
<http://www.musee-resistance-chateaubriant.fr/>

CHATEAUBRIANT
UNE VILLE
À DÉCOUVRIR...



● SON THÉÂTRE DE VERRE
● SON CHÂTEAU MÉDIÉVAL ET RENAISSANCE



● UNE CITÉ RICHE D'HISTOIRE
● UN PÔLE D'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

la Cave



Les Spécialités

2, rue du 11 Novembre
44110 Chateaubriant
tél. 02 40 81 84 40
fax. 02 40 28 34 41



Jules Verne

78, bd Jules Verne
"Route de Paris"
44300 Nantes
tél. 02 51 89 97 52
fax. 02 51 89 97 53

e-mail : cave.chateaubriant@gmail.com e-mail : cavejulesverne@gmail.com

Le dossier.

Congrès de L'ANECR

L'Humain avant tout

Faire front contre la droite, avancer des propositions



les quelques 90000 manifestants nantais. 600 élu-e-s au côté des salariés, des jeunes, des retraités, des précaires pour dire non à la retraite à 62 ans. Ce fut un des moments marquants de ce congrès qui souligne, s'il en était besoin, la **proximité des élu-e-s membres de l'ANECR avec les préoccupations populaires et les luttes sociales.**

Il n'est donc pas étonnant que ce congrès ait placé les droits humains comme fil conducteur des réflexions et des débats. Concrètement, nous avons dégagé un certain nombre d'action pour ramener les droits fondamentaux au cœur des politiques territoriales, favoriser le vivre ensemble et recréer du lien social,

Nous étions près de 600 délégués au congrès de Nantes qui s'est déroulé du 1er au 3 octobre dernier. Ce fut à n'en pas douter un événement politique exceptionnel. 29 délégués représentatifs de la diversité des adhérents de notre association départementale étaient présents durant le week-end.

Ce congrès des élu-e-s communistes et républicain-e-s s'est inscrit au cœur des luttes sociales. Nous avons suspendu nos séances de travail pour nous rendre à la mobilisation du samedi contre la réforme des retraites. Imaginez, 600 élu-e-s derrière la banderole de l'ANECR allant rejoindre

Ce congrès a donné à voir [...] la combativité dont font preuve les élus communistes et républicain-e-s, le rempart qu'ils forment et l'espoir qu'ils doivent susciter dans la population.

défendre l'intérêt général et donc le service public, promouvoir le développement écologique et solidaire des territoires, repenser la fiscalité au service du développement humain et des territoires... Bien entendu, de telles réflexions nous amènent à **faire front contre les politiques mises en place par la droite.** La réforme des collectivités territoriales et

les finances locales ont été au centre de nos débats puisqu'elles remettent en cause les fondements même de la démocratie locale et les valeurs républicaines et solidaires que nous défendons. A la mise à mal des services publics territoriaux (cure d'austérité oblige), à l'éloignement des lieux de décision, à la mainmise de l'Etat sur les politiques locales, se conjugue l'asphyxie financière des collectivités. Gel dotations d'Etat, suppression de la taxe professionnelle, transfert de compétences non compensées vont peser de manière néfaste sur la population tant en terme d'imposition que de service rendu. Autre inquiétude soulevée, celle du logement social. 1 milliard d'euro va être prélevé sur les organismes HLM entre 2011 et 2013, un énième désengagement plus qu'insupportable qui fatalement remettra en question la construction, la réhabilitation de logements HLM et dont auront à souffrir en premier lieu les locataires et les nombreux demandeurs de logements sociaux.

Si ce congrès a donné à voir les effets dévastateurs des politiques de droite dont je n'ai donné ici que quelques exemples **il a aussi démontré la combativité dont font preuve les élus communistes et républicain-e-s,** le rempart qu'ils forment et l'espoir qu'ils doivent susciter dans la population.

Marc JUSTY
Président de L'ADECR 44

Les membres de l'ADECR 44 élus au Conseil National de l'ANECR

Le conseil national de l'ANECR a été renouvelé à l'issue du congrès, ce sont désormais **trois membres de l'association départementale** qui sont élus au conseil national :

Gilles BONTEMPS : Secrétaire de l'ADECR 44, Vice-président du conseil régional

Marc JUSTY : Président de l'ADECR 44, conseiller municipal de St-Joachim

Françoise LASTENNET : Trésorière de l'ADECR 44, Maire-adjointe de Montoir-de-Bretagne



Ils ont dit

Françoise LASTENNET,
Adjointe au Maire de
Montoir-de-Bretagne,
Membre du conseil national de L'ANECR

Adjointe au maire chargée des quartiers, de la médiation sociale et de la citoyenneté, j'ai été tout particulièrement attentive à la thématique du vivre ensemble abordée pendant le congrès. Un congrès d'une richesse et d'une ouverture qui a permis le partage d'expériences d'élus communistes et progressistes venus de toute la France, avec comme point central l'humain au cœur de tous les débats. Outre les questions de



citoyenneté j'ai également été très attentive aux initiatives concernant la défense des services publics forts mis à mal par la réforme des collectivités territoriales. Il est d'ailleurs essentiel, y compris pour le vivre ensemble, de maintenir les services publics existants mais aussi d'en développer d'autres.

Pour ce qui est de l'ANECR, un des rôles importants de l'association doit être l'information et la formation des élus (en lien avec le cidefe) afin qu'ils puissent à leur tour informer la population des enjeux qui la concerne. **Il est impératif que nos concitoyens puissent comprendre et s'emparer des problématiques politiques, c'est là tout l'enjeu de la citoyenneté.**

Patrick LE QUELLEC,
Conseiller municipal d'Indre

Je suis un tout nouvel adhérent à l'ADECR, je viens de rejoindre l'Association des élus communistes et républicains il y a seulement quelques mois.

C'est une association dans laquelle je me retrouve pleinement et dans laquelle je peux faire vivre mon engagement. **L'intérêt du travail collectif et la grande solidarité qui s'est exprimée lors du congrès me conforte dans ces choix.**

Il faut également rappeler la richesse des réflexions et des propositions évoquées lors des ateliers. Les droits humains au cœur des politiques publiques territoriales, un des ateliers auquel j'ai



participé, a démontré tout le bien fondé de notre approche et le **danger que font peser les politiques libérales sur les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen** : logement, emploi, santé, éducation, accès à l'eau, à l'énergie... tout un ensemble de droits dont sont exclues les populations les plus précaires.

L'intérêt d'une association comme l'ANECR est bien de faire vivre, de diffuser, de faire partager les combats portés par des élus progressistes dans toute la France. En ce sens, **il est important que le plus possible de ces élus communistes et apparentés soient présents dans les institutions afin de bousculer l'ordre des choses.**

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

La Poste réinvente le crédit

Le secteur commercial est un de ceux qui subit de plein fouet l'aggravation des conditions de travail, le stress, la fatigue d'un métier particulièrement exigeant. Le mal est profond et les forces de vente ne sont pas dupes. Aussi ils étaient nombreux dans l'action le 5 octobre 2010 : 50% dans un secteur où tout est fait pourtant pour que les « Cofi » (conseillers financiers) se prennent pour des petits « Kerviel » !

Le low coast ne fait pas dans le social

Jamais à cours de provocation, le PDG de Ryanair, demande à la Commission européenne d'interdire le droit de grève aux contrôleurs aériens. Il juge inadmissible d'annuler 250 vols en France pour cause de grève pour les retraites. Cette entreprise connue pour ses pratiques sociales de négrier veut exporter son modèle...

... Décidément pas !

Menacé d'être condamné pour travail dissimulé, Ryanair tente de faire pression en mettant en balance son implantation en France. S'il faut respecter le Code du Travail, où va-t-on ?

Retraites : on ne lâche rien !

Selon un sondage BVA réalisé du 8 au 10 octobre, 66% des Français sont favorables à un durcissement des mouvements de grèves contre la réforme des retraites. 84% des sympathisants de gauche se déclarent favorables à ce durcissement des actions, et 33% des sympathisants de droite. Globalement, seuls 31% des sondés sont défavorables à tout durcissement et 3% ne se prononcent pas.

SEITA—La CGT face aux pratiques anglo saxonnes

Lors du Comité Central d'Entreprise, la CGT (5 sièges sur 9) a dénoncé les entorses répétées au Code du Travail et les délais d'information non respectés, depuis la prise de contrôle du groupe par Imperial Tobacco (en 2008). L'un des points importants était « information-consultation sur le projet d'évolution de l'organisation de l'établissement de Nantes et ses conséquences sur les postes de travail et l'emploi », avec aucun document communiqué avant la réunion. Inconcevable d'émettre un avis, d'autant que le CHSCT local met en avant des risques pour les salariés. Un nouveau CCE aura lieu sur le sujet le 20 octobre, nous y reviendrons.

L'Union Nationale des CCAS s'alarme

Depuis la crise financière, les demandes explosent, en premier lieu celle d'aide financière : presque 34% en 2010, contre 29,6% en 2009. Et surtout, elles concernent de plus en plus des travailleurs pauvres. Vive la précarité !

MHS—Suite...

Les Présidents de Nantes Métropole, du CG 44 et de la Région des Pays de la Loire, ont adressé un courrier commun pour se préoccuper des conditions de pérennité de l'entreprise et ses emplois. Le PDG dans sa réponse se plaint en premier lieu du fait que le courrier était connu de ses salariés avant lui, et de sa mise à l'écart pour un nouveau Président... Affaire à suivre.

Défendons nos services publics



Le projet de loi des Finances 2011 prévoit la **suppression de 31.638 postes** dans la Fonction publique d'Etat. L'objectif avoué est d'en supprimer **97000 sur 3 ans** (d'ici 2013). Hormis la Justice et Matignon (tiens donc !), tous les ministères sont touchés, surtout l'Education Nationale, avec 16000 suppressions.

En parallèle, le gouvernement avait décrété le gel de la valeur du point d'indice en 2011 et la Cour des Comptes en rajoute : « **un gel du point jusqu'à fin 2013** semble techniquement nécessaire ». Il faudrait selon elle, compenser la « dérive » due à l'augmentation des heures supplémentaires. La cour pointe le coût croissant des heures sup dans ... l'Education Nationale qui ont augmenté de + de 10% en 2009 ! Cela concorde avec le rapport de son Inspection Générale. Celui-ci pointe les conséquences néfastes du non-remplacement d'un départ en retraite sur deux, et prévoit des tensions dans le secondaire.

Tous les métiers de la fonction publique sont touchés : postiers, enseignants, hospitaliers, territoriaux... **De réorganisations en aggravation des conditions de travail, de précarisation de l'emploi aux rémunérations tirées vers le bas, c'est la quintessence même du Service public qui est touchée. Pas étonnant qu'on les retrouve tous dans la rue en ce moment !**

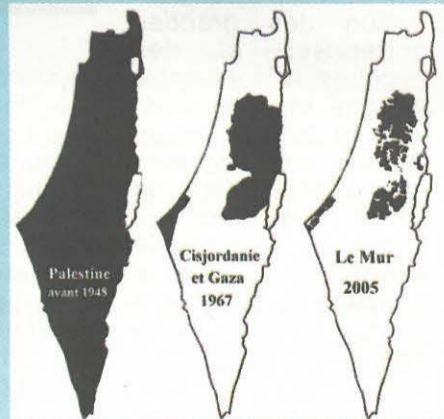
10 heures Pour la Palestine

L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) organisait samedi 9 octobre une journée consacrée à la Palestine.

« 10h POUR LA PALESTINE » avec en début d'après midi un débat avec des élu(e)s de Loire-Atlantique. Avaient répondu à l'invitation, plusieurs élus du département parmi lesquels Sandrine Fleurimont, élue communiste de St-Herblain ainsi que des conseillers généraux. Pierre Leparoux président de L'AFPS, la sénatrice Monique Cerisier Ben-Guiga et l'écrivain et membres du comité international d'organisation du tribunal Russel étaient là pour débattre, témoigner et échanger avec la salle. Apprendre d'abord ce qu'est le tribunal Russel. Créé en 1966 pour enquêter à l'époque sur les crimes qui se commettaient au Vietnam et les juger au regard du droit international, ce tribunal est né de la volonté de Lord Russel, prix Nobel de littérature en 1950 et ami de Jean-Paul Sartre, qui en assurera la présidence durant plusieurs années. Il n'a aucun caractère légal mais agit comme un tribunal populaire des consciences face aux injustices et aux violations du droit international. Aujourd'hui et toujours dans le même esprit le tribunal réaffirme la primauté de ce droit comme base du règlement du conflit Israélo-palestinien en se chargeant d'identifier les manquements à l'application de ce droit et en examinant les diverses responsabilités qui mènent à la persistance de l'occupation des territoires Palestiniens par Israël et la non application des différentes résolutions des Nations Unies notamment la 181 du 29 novembre 1947 qui concerne le plan de partage de la Palestine. Cela fait en effet 63 ans qu'Israël foule du pied les résolutions de l'ONU et autant d'années que la Palestine devrait être un état libre et indépendant.

Pour clôturer cette journée « HK et les Saltimbank's »

avaient aussi répondu présents et les JC 44 en ont profité pour faire signer leur pétition pour la libération de Salah Hamouri et Marwan Bargouthi.



Il y en a assez de l'amalgame Immigration / Délinquance !

Après le grand succès des manifestations du 4 septembre qui ont rassemblé plus de 150000 participants dans plus de 150 villes françaises, les 110 organisations réunies autour de l'appel citoyen « **Non à la xénophobie et à la politique du pilori** » appelaient à une nouvelle mobilisation nationale samedi 16 octobre pour protester contre les projets de loi en cours de discussion parlementaire qui traduisent les orientations inacceptables définies en juillet dernier par le président de la République. **A Nantes, un ras-**



semblement était organisé le long du passage de la manifestation intersyndicale pour les retraites. **Il est urgent de sen-**

sibiliser le plus grand nombre de citoyens à la nécessité de faire front, face aux graves atteintes aux droits et libertés

et à l'égalité. Ce sont les principes mêmes de la République démocratique et de l'état de droit qui sont en cause !

Evènements, culture, idées.

Le président des riches

Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy

Les auteurs, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, sociologues réputé(e)s, spécialistes de la grande bourgeoisie, de l'histoire, des pratiques, des lieux et des mœurs des riches dynasties de la naissance et de la fortune, offrent ici un ouvrage de synthèse – coédité par les éditions Zone et le Monde Diplomatique – sur l'oligarchie des riches dans la France de Nicolas Sarkozy.

Ils montrent d'abord que dès l'épisode inaugural du Fouquet's, la président "a placé ses amis du CAC 40 au cœur de la fête". De fait, ses amis les riches ont été les premiers servis avec le bouclier fiscal, pour protéger leurs hauts revenus, les niches fiscales et les avantages fiscaux pour leurs héritiers, à travers successions et donations, autant de « mesures favorables aux dynasties familiales fortunées ».

Les auteurs décryptent ensuite, avec détails et minutie, les mécanismes et réseaux de cette oligarchie au pouvoir à travers la personne de Sarkozy. Participations entrecroisées aux conseils d'administration des grandes entreprises et des banques, liaisons entre patrons et politiciens, magistrats sous contrôle, professionnels du conseil au Prince, un lacis structurant, au final, « une classe sociale au sens marxiste ». Car leur « approche se veut ancrée dans les rapports sociaux concrets

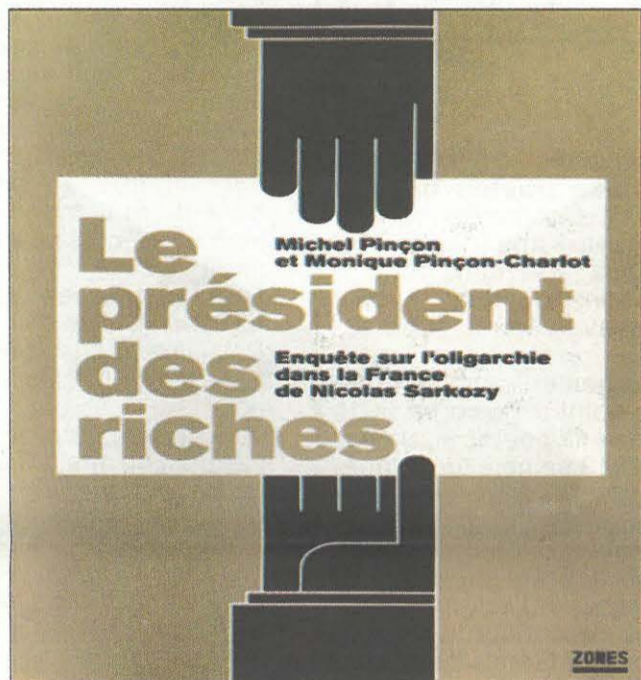
dont les inégalités multiformes sont en contradiction avec le discours politiquement correct qui dénie toute validité à la notion de classe sociale ».

"Révolution culturelle" dans l'audiovisuel, derrière le rideau de fumée publicitaire, le dépeçage du service public continue dans un feuilleton ubuesque où tous les coups sont permis. L'avocat d'affaires Sarkozy pratique enfin le mélange des genres, au triple niveau de l'Etat, de

Neuilly sur Seine, jusqu'au quartier de la Défense, capitale d'affaires du Grand Paris. Un décryptage du discours présidentiel, montre également comment la "grande mascarade" qu'il constitue, sert avant tout "d'alibi pour réhabiliter le marché". Excellent livre, fourmillant d'infos recoupées et référencées, à la progression claire et pédagogique. Une démonstration en bonne et due forme qui recouvre tous les

Leurs jugements et prises de position n'en sont que plus précieux. Comme, — exemple parmi bien d'autres, celui-ci : « C'est aussi cela le sarkozysme, l'argent subvertissant la politique, à un degré jamais atteint sous la République. L'autonomie du politique, relative, permettait tout de même un débat, l'échange d'idées, l'affirmation de projets, d'objectifs pour assurer un monde si possible meilleur aux futures générations. Le président de la République avoue son goût pour la richesse et sa fascination pour les personnalités du monde des affaires. Compte-tenu de la misère qui coexiste avec cet univers du luxe sans retenue, ce passage sombre n'est probablement qu'une erreur de l'histoire, mais le XXe siècle a été suffisamment parsemé de tragédies pour que la vigilance politique ne cède pas, au XXIe siècle, aux sirènes de l'argent roi ». A lire absolument, pour « restituer l'intelligibilité des rapports de classes », et ainsi « contribuer à mettre fin à l'oligarchie politique, économique et financière » de la petite caste des très riches qui dominent aujourd'hui la France, grâce et à travers la présidence de N.Sarkozy.

M.Pinçon et M.Pinçon-Charlot, **Le Président des riches**, Ed. Zones, 224 p., 14 €



sa famille et du couple présidentiel lui-même. Peu à peu, les éléments du puzzle Sarkozy sont (re)mis ainsi en place sous nos yeux, et c'est assez saisissant. Une promenade en Sarkozie, nous conduit d'ailleurs cartes à l'appui, suivant "l'axe du pouvoir", de l'Élysée à

aspects du système Sarkozy. Remarquable par dessus tout, le ton mesuré et pesé des sociologues, qui se font par moment aussi géographes, politologues, pour une dissection d'une France mise en coupe réglée par l'oligarchie des riches.

LIRE

Héros espagnols de la Résistance

Ce livre – édité avec le soutien du Comité départemental du souvenir des fusillés espagnols et de l'Amicale de Châteaubriant Voves-Rouillé – redonne vie à sept héros: Luis Gomez Castano, Juan Hernandez Martinez, Santiago Marruedo Fraile, Honorio Perez Gonzalez, Ricardo Roja Gil et Vincente Rossel Barrachina.

Ces sept républicains espagnols, réfugiés en Loire-Inférieure, ont été massacrés dans un bois de la Vienne le 27 juillet 1944. « Il y a quelque temps, à l'occasion d'une cérémonie en hommage à des résistants fusillés à Vaugeton, dans la Vienne, j'ai vu sur une stèle le nom d'un Espagnol que j'avais déjà répertorié à Nantes », raconte Carlos Fernandez, Nantais retraité de la SNCF, lui-même fils de réfugiés espagnols qui s'est lancé dans une recherche historique sur le destin de ces sept héros. Ces militants du Parti communiste espagnol, auteurs d'actions de sabotage et de récupération d'armes à St Nazaire et Montoir de Bretagne, furent arrêtés à l'été 1942 à l'occasion d'une grande rafle effectuée dans les milieux communistes du département par la police de Vichy.

L'auteur raconte alors les exécutions sommaires, puis la condamnation de cinq espagnols au cours du "Procès des 42". Après d'autres arrestations à Paris fin 1943, sept militants espagnols de Nantes sont finalement internés, en mai 1944, au camp de Rouillé dans la Vienne. Le 10 juin 1944, les FTP, dans un assaut audacieux, attaquent le camp et libèrent les politiques. Mais les Allemands, aidés des miliciens français, en retrouvent une partie et, le 27 juillet, attaquent à leur tour le maquis de la forêt de Saint Sauvant. 27 hommes, dont les 7 Espagnols, sont torturés à coups de crosse et passés par les armes sur le bord d'une route. Un camion à chenillette passe sur leurs corps.

Ce livre, fruit de minutieuses recherches en archives, retrace avec rigueur dans un récit poignant, l'itinéraire de ces sept espagnols morts pour la liberté. C. Fernandez, "De la guerre d'Espagne à la Résistance", 2010, 82 p., 15 € port compris, chez l'auteur (02 40 25 79 82).



VOIR...



"Je veux rêver"

Luz Severino est née en 1962 en République Dominicaine. Ingénieur Civil de formation et diplômée de l'école des Beaux-arts de Saint-Domingue, elle part en 1986 aux Etats-Unis

pour étudier la gravure à la Art Student's League de New York.

« La peinture de Luz Severino n'est pas une transposition du visible mais tend à en capter les forces. La trame géométrique abstraite, toile de fond itérative de ses œuvres, symbolise l'univers de son pays natal. »

Jusqu'au 15 novembre à l'Espace culturel Louis-Delgrès 89 quai de Fosse à Nantes Gratuit.

MÉDIAS

Classes populaires et médias

L'auteur, Vincent Goulet, s'est installé pendant trois ans dans un quartier populaire de la banlieue de Bordeaux pour observer les comportements, suivre les discussions dans l'espace public, y nouer des amitiés et réaliser des entretiens.

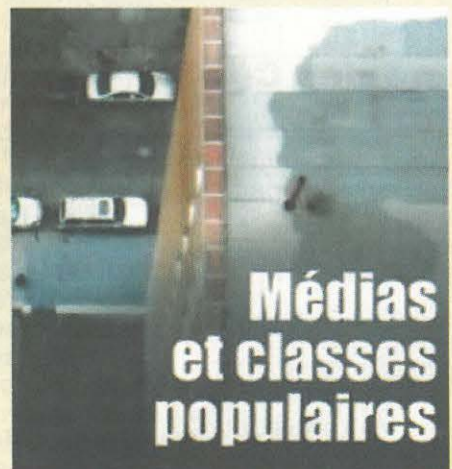
Il définit ainsi l'objet de son livre, s'agissant ici des classes populaires : « pourquoi les gens, et en particulier les gens ordinaires, les gens modestes qui n'ont guère de pouvoir économique, politique et

social, s'informent-ils ? Qu'est-ce qui se joue, observe, qu'au-delà de l'absence d'une culture humainement et socialement, dans le rapport aux médias ? ».

Pour y répondre, il détaille point par point "les usages politiques des appropriations médiatiques populaires", en soulignant leur "caractère fortement ambivalent qui est au fondement même de la redistribution de l'offre politique".

Le sociologue des médias – retrouvant ainsi les constats du militantisme de proximité –

observe, qu'au-delà de l'absence d'une culture



populaire, et malgré le poids de "la culture commune du grand nombre" façonnée par les industries culturelles et le système médiatico-publicitaire, au final "le conformisme n'est pas

une valeur populaire". Il souligne que son expérience lui donne plutôt "une sensation d'ouverture".

Il montre ainsi qu'il n'y a pas de dictature ou d'hégémonie absolue des médias, mais que « les formes de politisation des membres des classes populaires sont au contraire réelles, mais multiples, inattendues, souvent "politiquement incorrectes", et toujours déstabilisantes pour le militant orthodoxe de gauche ». Une étude à méditer, pour en tirer, il est vrai, toutes les conséquences dans les pratiques militantes communistes de proximité.

V.Goulet, "Médias et classes populaires", Ed. INA, 2010, 340 p., 20 €

près de vous

Montoir-de-Bretagne

Airbus Saint-Nazaire, « Enfin une bouffée d'oxygène sur le bassin d'emplois »

Airbus devrait investir 240 millions d'euros sur le site de Saint-Nazaire d'ici à 2016 et embaucher 200 personnes supplémentaires pour la production du futur A350 d'ici à 2011.

Par cette annonce, Roger DAVID, conseiller général du canton de Montoir-de-Bretagne, constate que « la société répond à la revendication des salariés et de leurs organisations syndicales et plus largement à celle de la population du bassin d'emploi ». Une orientation qui, comme le remarque l'élu, prend partiellement le contre pied du plan Power 8 prévoyant des suppressions de poste et la filialisation de la partie Airbus Saint-Nazaire. Il faut dire que la direction ne pouvait pas ne pas embaucher : le carnet de commande est plein pour les 7 années à venir, 558 A350 ont déjà été commandés, la production de cet avion devra atteindre 7 unités par mois en 2015 puis 13 unités en 2017.

Toutefois, le conseiller général estime que cette annonce devra être « confirmée dans les faits » mais qu'elle renforce « la place de l'aéronautique comme industrie de pointe en Loire-Atlantique. Chaque investissement, chaque création d'emploi, insiste-t-il, confortent l'excellence de notre département dans ce domaine ».

Vertou

L'avenir du collège Jean Monnet remis en question

A la grande surprise des élus municipaux, des parents d'élèves et de la population le conseil général de Loire-Atlantique par la voix de Martine L'Hostis a annoncé la fermeture du collège Jean Monnet à Vertou. Une annonce rendue publique sans aucune concertation préalable avec les parties prenantes.

Pour la conseillère générale du canton, la réhabilitation du collège, trop onéreuse, reviendrait plus chère que la construction d'un nouvel établissement.

Alors que le CG avait annoncé l'ouverture de deux nouveaux collèges à Clisson et à Aigrefeuille-sur-Maine voilà qu'il annonce la fermeture d'un des deux collèges de Vertou alors même que Lucie Aubrac ouvert depuis trois ans connaît comme Jean Monnet une hausse de fréquentation régulière. Pour Michel Gouty, élu communiste de la ville « **Vertou et les communes environnantes ont besoin de deux collèges publics à taille humaine. C'est répondre au souci de proximité et c'est également permettre de dispenser un meilleur enseignement pour la réussite de tous** ».

Du côté du Conseil Général, Roger DAVID, conseiller général communiste, regrette que ce projet n'est pas encore été débattu, à l'heure où nous écrivons ces lignes, aucune discussion n'a eu lieu sur ce sujet entre élus du Conseil Général.

L'invité

■ Aéroport de Notre-Dame-des-Landes : L'aboutissement d'un projet d'avenir

Le 18 octobre dernier, la région des Pays de la Loire, le conseil général de Loire-Atlantique ainsi que Nantes Métropole puis la CARENE le lendemain, délibéraient sur le financement de l'aéroport de Notre Dame Des Landes par les collectivités du Grand-Ouest. A cette occasion NLA a rencontré Gilles Bontemps vice-président de la région des Pays de la Loire.

NLA : Quelle est l'importance de cette nouvelle infrastructure pour notre région ?

Gilles BONTEMPS : C'est l'aboutissement d'une bataille menée depuis de nombreuses années par les communistes pour que notre département, la région et plus largement le grand ouest disposent des infrastructures essentielles à la poursuite de leur développement économique, social et culturel.

Au-delà des problèmes de sécurité posés par le survol d'une agglomération de 600000 habitants, de la saturation prochaine de Nantes-Atlantique, **ce nouvel aéroport va permettre de redonner à notre territoire un attractivité plus forte alors que l'Europe s'étend de plus en plus à l'est.**

Notre-Dame-des-Landes s'inscrit dans un projet global d'aménagement du territoire comprenant, entre autre, la LGV Bretagne-Pays de la Loire, une ligne TER entre Nantes et Rennes via l'aéroport, la modernisation d'ici 2020 de l'axe Nantes-Angers-Lyon, la modernisation de la ligne Nantes-Bordeaux, la desserte en tram-train de l'aéroport auquel tiennent tout particulièrement les communistes, le confortement du port de Nantes-St-Nazaire et bien sur les questions du franchissement de la Loire.

Par ailleurs **la construction de ce nouvel outil c'est aussi 3000 emplois direct pendant 3 ans et demi, de plus, un aéroport, c'est 1000 emplois pour 1 million de passagers en sachant que Notre-Dame-des-Landes accueillera 4 millions de passagers à son ouverture et 9 million à terme.**



Ce pose aussi des questions pour l'avenir, celle de la formation par exemple, pourquoi ne pas intégrer des formations en lien avec les métiers aéroportuaires, il faut également dès maintenant travailler sur la question du logement...

NLA : Les adversaires de l'Aéroport dénoncent un projet budgétivore, qu'en est-il vraiment ?

G.B : Le coût total de l'aéroport sera de 556,5 millions d'euros dont 310,5 seront pris en charge par le concessionnaire, 165 millions par l'Etat et 115,5 millions par les collectivités locales répartis comme suit : 35% par la région des Pays de la Loire, 25% par la région Bretagne, 20% par le Conseil Général de Loire-Atlantique, 15,5% par Nantes Métropole, 2,5% par la CARENE et 2% par CAP Atlantique. **Ces 115,5 millions financés par les collectivités ne sont pas un cadeau fait au concessionnaire. C'est une avance remboursable qui se déclenche à la mise en œuvre de la concession.**

Quand le remboursement des collectivités sera terminé un second dispositif prévoit le reversement de 5% du chiffre d'affaires à ces mêmes collectivités et ce, jusqu'à la fin de la concession. Sans compter que ces collectivités se partageront 47% de la vente des terrains de Nantes-Atlantique. **Ce n'est donc pas un investissement à perte, bien au contraire, sans compter les retombées en termes de développement.**

NLA : Ce sera un aéroport exemplaire sur le plan environnemental ?

G.B : Il faut savoir qu'en plus des 41 millions d'euros consacrés aux mesures agro-environnementales nous aurons **un équipement des plus novateurs parmi les aéroports, avec une performance énergétique élevée**, il respectera les normes HQE. Il sera doté d'une centrale photovoltaïque, d'une toiture végétalisée...

L'objectif est également de minimiser l'impact sur les populations riveraines : l'orientation des deux pistes a été pensée de manière à ce qu'aucun centre-bourg ne soit survolé, l'urbanisation sera maîtrisée, il y aura une zone verte de 19000 ha entre l'aéroport et le nord de l'agglomération nantaise, sans compter la préservation des terres agricoles...

NLA : Que deviendra Nantes-Atlantique ?

G.B : A l'ouverture de Notre Dame des Landes, il n'y aura plus d'activité commerciale sur ce site mais Airbus doit pouvoir garder une partie de la piste. **Les élus communistes sont déterminés à ne pas affaiblir l'activité et les positions de l'usine airbus de Bouguenais ainsi que l'activité industrielle liée à l'aéronautique.**

L'activité

■ Saint-Gildas-des-Bois

Elus et militants communistes interpellent le Sénateur André TRILLARD

Le 15 octobre dernier des élus et des militants communistes de Brière, de Saint-Nazaire et de la Presqu'île se sont rendus à la permanence du sénateur André TRILLARD en mairie de Saint-Gildas-des-bois. Ils lui ont remis les pétitions de soutien au projet de loi proposé par les députés communistes et du Parti de Gauche et lui ont fait part du fort mécontentement de la population à l'encontre de la réforme des retraites comme de l'attitude du gouvernement face aux syndicats.

« **Nous vous interpellons au moment même où 3,5 millions de personnes manifestent dans la rue, c'est de notre responsabilité d'élus et de militants, la votre est de faire en sorte de retirer ce projet et d'entamer des négociations avec les syndicats** » a introduit Véronique Mahé à l'adresse du sénateur.

Celui-ci écoute les arguments des communistes, avoue qu'il ne les partage pas, pour lui, la réforme telle que la propose le gouvernement est la meilleure réponse qui soit : Pour financer les retraites la solution est l'allongement de la durée de cotisation et le recul du départ de l'âge à la retraite insiste-t-il. Pour Roger DAVID, **il s'agit là d'une hérésie quand 4 millions de personnes de moins de 60 ans n'ont pas accès à l'emploi.** De même, le conseiller général regrette qu'aucunes réelles négociations n'aient été engagées avec les syndicats, ainsi, « **le pouvoir pousse à l'affrontement** ».

Le sénateur qui a écouté élus et militants a promis de faire remonter au ministère les doléances des communistes tout en restant sur des positions pour autant intenable.



Gilles BONTEMPS

Vice-président de la région des Pays de la Loire, président de la commission infrastructures, transports et déplacements



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Commémorations

Vendredi 22 octobre :

Terrain du Bêle à 10H00.

Veillée du souvenir à 17H30 au monument des 50 otages à Nantes.

Dimanche 24 octobre :

Cimetière d'Indre à 9H00

Forêt de la Blisière à 10H00

Cérémonie officielle à 14H00 à la carrière de la sablière.

Basse Loire

Vendredi 22 octobre : Forum citoyen au café de la Boule d'or à Savenay à 20H00.

Pays de Retz

Jeudi 28 octobre : Assemblée générale de la section à Pornic.

La revue du projet

Lors de leur dernier congrès, les communistes ont fait le choix de faire de la question du projet politique du PCF une priorité. Ce travail de réflexion fait suite à une demande forte des communistes pour enrichir et améliorer leur capacité de réponse et d'argumentation dans leur militantisme au quotidien. **Elaborer le projet communiste pour le 21ème siècle** en mettant au pot commun les réflexions et les idées dans une société en mouvement, tel est l'objectif fixé. Pour la construction de ce projet, la participation du plus grand nombre de communistes est un impératif, aussi la revue du projet est un outil et un espace au service du partage des réflexions, des expériences, du mouvement d'idées pour penser l'alternative au capitalisme. **Cette revue qui comprend un grand dossier thématique, de nombreux points de vue et articles sur les grands sujets de société, paraîtra le 1er jour de chaque mois.** La première édition est parue le 1er octobre. Elle est consultable sur le site national du PCF, elle sera envoyée au militant(e)s via e-mail mais pourra être



éditée sur papier auprès des sections ou de la fédération du PCF. Dans l'édito de ce premier numéro, Patrice BESSAC, membre de l'exécutif du PCF et responsable du projet communiste insiste sur la nécessité de l'apport des militantes et des militants communistes dans l'élaboration de cette revue qui se veut un espace de débats d'où naitront des fiches politiques sur tous les sujets. **Toutes les fiches seront mises en cohérence pour qu'une pensée d'ensemble établisse le projet communiste du 21ème siècle.** Un projet qui permettra l'identification du combat communiste en phase avec les réalités contemporaines, tenant compte des défis fondamentaux actuels et futurs.

Campagne du PCF sur les retraites

Au moment où ce numéro est rédigé, les communistes de Loire-Atlantique ont obtenu **4500 signatures de soutien** à la proposition de Loi alternative déposée par les députés PCF et PG. L'objectif fixé par la direction nationale était de 3900. La campagne continue !

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 | 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT



Vite lu...



Un logement, un travail, une retraite !

Par Ariane TALIBART

« Aucun jeune en difficulté ne sera laissé seul à son sort » promettait Sarkozy à Avignon le 29 septembre 2009. Belles paroles... Il n'est pas difficile de voir aujourd'hui

combien les jeunes sont trop nombreux touchés par une précarité généralisée et qu'ils sont plutôt même d'ailleurs les premières victimes des politiques menées par le gouvernement. Dans notre région, ce sont près de 300000 personnes âgées de 16 à 25 ans qui sont au chômage, et ceci ne va pas en s'arrangeant puisque leur nombre a augmenté de près de 58% en 2009. Trouver actuellement un travail décent relève du véritable exploit car malgré le retrait de la réforme du CPE, la droite continue de s'attaquer virulem-

ment aux conditions d'embauche et de travail. Etre jeune, diplômé et avoir un CDI semblent être devenus des termes incompatibles. On pourrait

encore énumérer longtemps les mesures « anti-jeunes » de l'ère sarkozyste (pour n'en citer qu'une, rappelons-nous la tentative de cet été de suppression des aides au logement pour les étudiants alors que le logement est l'un des critères importants de l'épanouissement individuel). Et que dire encore des réformes des retraites proposées en ce

moment ? Faire travailler plus longtemps

nos « vieux » qui demandent à partir quand les jeunes ne demandent qu'à travailler, quoi de plus logique ? On se demande bien en quoi cela contribuera à faire diminuer le chômage des jeunes. Et c'est pourtant malheureusement ce que tente de nous faire penser certains de nos dirigeants. Depuis des semaines, la France est dans la rue et la mobilisation des jeunes s'accroît progressivement pour défendre ses droits. « Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ». Espérons que le gouvernement entendra enfin cette voix.

